



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de la coordination interministérielle
et de l'environnement**

**Arrêté n°1122-24-20-026
d'amende administrative, de mise en demeure et de mesures d'urgence
Société VISSERIAS ASSAINISSEMENT
Commune d'Écouché les Vallées (61)**

Le préfet de l'Orne,
chevalier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171.6, L.171-7, L.171-8 et L.514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121-1, L.211-2 et L.231-1 à L.231-6 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement,

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 et le récépissé de changement d'exploitant du 19 décembre 2006 autorisant la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT à exploiter un établissement de transit et regroupement de déchets situé à Fontenai sur Orne, commune rattachée à Écouché les Vallées (SIRET 47998140900028) ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 25 avril 2018, 19 mai 2021, 25 avril 2023 et 14 mars 2024 modifiant cet arrêté du 14 août 2000 ;

Vu le rapport de l'inspection en date du 26 janvier 2024 transmis par courrier signé le 26 janvier 2024 ;

Vu le caractère d'urgence de la situation eu égard à la nature des produits pris en charge sur le site et le risque de pollution des sols et des eaux souterraines et de surface ;

Vu le courrier signé le 5 février 2024 informant, conformément au dernier alinéa des articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, le représentant de l'exploitant des possibilités de sanctions administratives ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 23 février 2024 ;

Considérant que lors de l'inspection du 7 décembre 2023, il a été constaté que des déversements de déchets ont été réalisés directement au sol sur les terrains de la parcelle A n°313, située dans l'emprise du site, au sein de cases de décantation, ce qui correspond à un traitement de déchets à défaut de déclaration au titre de la rubrique ICPE n°2791 ;

Considérant que lors de l'inspection du 7 décembre 2023, il a également été constaté :

- que la case de décantation des boues contenant des hydrocarbures (déchets dangereux) n°A4 était inétanche et que des doutes subsistent quant à l'étanchéité des deux cases adjacentes (A5 et A6) (non-conformité à l'article 9.2.3.6 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- que le portail d'accès était défectueux et qu'il n'était pas fermé en l'absence de personnel sur le site, y compris en journée. Le portail était grand ouvert lors de l'arrivée de l'équipe d'inspection sur le site (non-conformité à l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- l'absence de personnel en permanence sur le site en heures ouvrées, y compris lors d'opérations de chargement de déchets par des transports extérieurs (non-conformité à l'article 2.12 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- que les fiches d'état des stocks de déchets sur le site présentes dans le classeur consulté lors de l'inspection ne sont pas renseignées ou plus renseignées depuis juin 2023 et qu'aucun inventaire n'a pu être présenté (non-conformité à l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- que les réseaux de collecte des eaux de ruissellement ou des eaux de toiture étaient fortement dégradés en plusieurs endroits. Les canalisations sont en plastiques, non enterrées et non repérées, ce qui fait qu'elles sont dégradées lors des opérations d'entretien des espaces verts (non-conformité à l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- que le volume minimal requis en eaux d'extinction en cas d'incendie de 120 m³ n'était pas disponible au sein de la fosse de récupération des eaux de ruissellement, notamment en raison de l'utilisation de ces eaux pour les opérations de curage. Une telle situation a déjà constatée à plusieurs reprises. Par ailleurs, la présence de boues et de végétation au fond de cette fosse pourrait par ailleurs être préjudiciable au pompage par les pompiers en cas d'incendie (non-conformité à l'article 8.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- l'absence de dispositif de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie (non-conformité à l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- la présence de conteneurs contenant des déchets sous le bâtiment de stationnement et de maintenance des véhicules de l'entreprise (non-conformité à l'article 1.4.3 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- le plan consulté sur le site n'est pas à jour en ce qui concerne les réseaux d'eaux (non-conformité à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- l'usage des eaux de la fosse de collecte des eaux de ruissellement par les cureuses, ce qui conduit à un rejet d'effluents du site vers le milieu naturel ou vers un réseau d'assainissement qui n'est pas autorisé (non-conformité à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- le transfert de déchets pris en charge vers des installations de traitement qui ne sont pas autorisées à les recevoir (déchets industriels en provenance de la société ROVAL) (non-conformité à l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT mettait en oeuvre une rupture de traçabilité des déchets provenant de la société ROVAL, alors que ces déchets ne sont pas éligibles à la rupture de traçabilité (non-conformité à l'article 9.12.3 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;
- l'absence de transmission des bilans annuels d'épandage depuis 2020 (non-conformité à l'article 5.1.8.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété) ;

Considérant que la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT n'a pas pris toutes les dispositions pour éviter que le fonctionnement de ses installations soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en particulier en procédant à des épandages de déchets illicites et en ne se conformant pas aux dispositions des articles 9.2.3.6 (étanchéité des ouvrages de stockage de déchets), 8.1.4 (contrôle des accès au site), 8.1.2 (localisation des stocks de déchets présents sur le site), 4.2.3 (étanchéité des réseaux de collecte des effluents liquides), 8.2.3.2 (moyens de lutte contre l'incendie), 8.5.2 (confinement des eaux d'incendie), 1.4.3 (interdiction de stockage sous bâtiment), 4.2.2 (plan des réseaux), 4.3.5 (rejets non autorisés), 5.1.4 (conformité des filières d'élimination des déchets), 9.12.3 (rupture de traçabilité), 5.1.8.2 (bilan d'épandage) de son arrêté préfectoral du 15 avril 2018 complété, ci-avant visé ;

Considérant la nécessité de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux réglementant le site assurant la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les non-conformités constatées sont de nature à générer un risque de pollution des sols, des eaux souterraines et des eaux de surface ainsi qu'un risque accru en cas d'incendie ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant qu'il convient de prescrire des mesures d'urgence afin de faire cesser rapidement les rejets non maîtrisés de substances dangereuses dans les sols, les eaux de surface et les eaux souterraines ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT de régulariser la situation administrative de ses activités exercées sur la parcelle A n°313 ;

Considérant que l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété interdit toute activité relevant de la nomenclature des installations classées sur la parcelle A n°313 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.171-7-I du code de l'environnement, le préfet met en demeure l'exploitant des installations sans titre de régulariser sa situation et peut en outre ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 euros ;

Considérant qu'il y a lieu de rendre redevable la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT du paiement d'une amende administrative conformément aux dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement au regard de l'exploitation illégale sur la parcelle A n°313 ;

Considérant que dans son courriel du 23 février 2024, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT précise les éléments suivants :

- dépôts de déchets sur la parcelle A n°313 : *"La limite ICPE/HORS ICPE est matérialisé depuis le 15/02/24 à l'aide de panneaux. Des piquets vont être ajoutés afin de matérialiser d'avance la limite"*. L'exploitant s'engage à réaliser un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines et sollicite un délai supplémentaire nécessaire pour la mise en place des piézomètres. L'exploitant n'apporte aucun élément concernant l'évacuation des déchets ;
- étanchéité des ouvrages de stockage de déchets : l'exploitant indique que *"les lits de séchage sont en train d'être vidés. Des travaux d'étanchéité sont prévus début mars"* ;
- contrôle des accès : le remplacement du portail est en cours de chiffrage. Aucun élément de calendrier n'est communiqué ;

- surveillance de l'exploitation : " A ce jour, le site dispose de vue complètement couvertes par des caméras. Un agent est dédié à l'entretien du site 1 à 2 jours par semaine. Laura PIRAUD est présente sur site 2 jours par semaine. Il est prévu l'installation d'un bureau avec une personne administrative à temps plein. Été 2023, nous avons essayé de recruter mais nous n'avons pas eu de profil agent pertinent pour ce poste " ;
- état des stocks : les fiches sont renseignées toutes les semaines et " il existe le registre des entrées/sorties avec référence échantillon ". Toutefois, l'exploitant ne précise pas l'organisation mise en place pour respecter la prescription en toutes circonstances ;
- réseau de collecte des effluents : " des travaux de terrassement et de remise en état ont eu lieu. Les réseaux de collecte des effluents liquides dégradés sont à ce jour remplacés. Ils vont prochainement être identifiés. Le 15/02/2024, nous avons réalisé un passage caméras pour mettre à jour le plan et vérifier les réseaux de la plateforme " ;
- moyen de lutte incendie : " Le curage de la fosse incendie se poursuit lundi 26/02. Une étanchéité est prévue la première semaine de mars " ;
- stockages de déchets non autorisés : " La benne blanche est déplacée sur la zone ICPE à côté de la benne grise. Les GRV ROVAL sont à ce jour évacués vides et retournés chez ROVAL. Les fonds de poche sont mis en cuve verte n°3. Une sortie vers EPR ou TRIADIS va être organisée ". L'exploitant n'apporte toutefois pas de justificatifs attestant de l'évacuation des déchets ;
- conformité des filières d'élimination de déchets : " Nous avons cessé les livraisons en méthanisation. La filière de traitement actuelle est l'incinération chez EPR ou TRIADIS ". L'exploitant n'apporte toutefois pas de justificatifs attestant de ces éléments ;
- bilan d'épandage : " nous nous sommes rapprochés de la société ALTEOR pour la partie épandage " ;

Considérant qu'il peut être tenu compte du délai supplémentaire concernant la surveillance des eaux souterraines ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne,

ARRÊTE

Article 1 : Amende administrative

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-7 du code de l'environnement, une amende administrative d'un montant de 10 000 (dix mille) euros est infligée à la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval et représentée par son directeur, M. René PIRAUD, pour l'exploitation d'une installation classée de traitement de déchets non déclarée sur la parcelle A n°313, sise dans l'emprise du site exploité La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200) (SIRET 47998140900028).

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 10 000 € est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur régionale des finances publiques de Normandie.

Article 2 : Mise en demeure - Dépôt de déchets

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-7 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, s'agissant des déversements de déchets au droit de la parcelle A n°313 :

- sous un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, de cesser tout dépôt de déchets sur la parcelle A n°313 ;

- sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, d'évacuer la totalité des déchets déversés sur la parcelle vers des filières autorisées ;

- sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, procéder à un diagnostic de pollution des sols par un bureau d'études dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le diagnostic de pollution des eaux souterrains est réalisé dans le cadre de la surveillance prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2024 ;

- sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, remettre les terrains en état, le cas échéant, après mise en œuvre d'un plan de gestion et de travaux de réhabilitation conformément à la doctrine nationale en matière de sols pollués.

L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des différentes étapes et transmet les justificatifs et rapports associés.

Article 3 : Mise en demeure - Étanchéité des ouvrages de stockage de déchets

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 9.2.3.6 – Étanchéité des fosses, cuves et cases de stockage

L'exploitant procède, au minimum une fois par trimestre, à un contrôle visuel des cuves aériennes afin de détecter toute usure ou toute fuite. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection.

En outre, les 4 cuves aériennes font l'objet d'une épreuve hydraulique décennale avec une surpression de 50 % ou au moins 0,3 bar.

L'étanchéité des fosses et cases est vérifiée au moins une fois par an, après vidange totale. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection »

Délai : deux mois à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la réalisation d'un test apportant la preuve de l'étanchéité des fosses A4, A5 et A6 après travaux d'étanchéité.

Article 4 : Mise en demeure - Contrôle des accès

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 8.1.4 – Contrôle des accès

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. En limite ouest, la clôture peut être déportée autour de la parcelle cadastrée A n° 313, sous réserve que la délimitation ICPE soit bornée et que l'exploitant dispose de la maîtrise foncière de cette parcelle. La clôture permet d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.

L'accès à l'établissement est réglementé.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement par une surveillance assurée en permanence ; en dehors des heures d'ouverture, un système de télésurveillance assure ce contrôle.[...] »

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la clôture complète du site en cas d'absence de personnel.

Article 5 : Mise en demeure - Surveillance des installations

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 2.12 – Consignes d'exploitation

[...] L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. »

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié d'une surveillance permanente sur le site lors des heures ouvrées, par la présence de personnel compétent et formé conformément aux dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété.

Article 6 : Mise en demeure - Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 8.1.2 – Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4411-73 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou mélanges dangereux présents dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des mentions de danger codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'Inspection des Installations Classées. »

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la réalisation d'un état des stocks des déchets présents sur le site constamment tenu à jour.

Article 7 : Mise en demeure - Réseaux de collecte des effluents liquides

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 4.2.3 – Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. »

Délai : deux mois à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque les réseaux seront réparés, identifiés et protégés.

Article 8 : Mise en demeure - Moyens de lutte contre l'incendie

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 8.2.3.2 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :[...]

- *1 fosse bétonnée disposant en permanence d'un volume d'eau disponible de 120 m³.*

Afin de s'assurer de la disponibilité du volume d'eau incendie, l'exploitant mettra en place un système visuel d'estimation du volume de la fosse et établira une procédure de contrôle afin de s'assurer du niveau d'eau et de l'étanchéité du béton. Les contrôles de niveau seront réalisés au moins une fois par semaine et leurs résultats seront renseignés dans un registre. La fosse sera entretenue, avec un curage dès que nécessaire. Les boues extraites seront traitées comme des déchets. »

Délai :

- 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, pour justifier du curage de la fosse et du niveau d'eau minimal et de la mise en place de mesures organisationnelles permettant de garantir ce niveau minimal

Article 9 : Mise en demeure - Confinement des eaux d'extinction d'un incendie

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 8.5.2 – Confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés de manière gravitaire à un regard tampon unique, muni d'une pompe de relevage et d'un dispositif de sectionnement empêchant le rejet à la fosse 150 m³, en

vue d'assurer leur confinement dans le bac de rétention des 4 cuves aériennes. La pompe de relevage est alimentée par une source autonome de production électrique.
La capacité de confinement est au moins égale à 150 m³.
Les organes de commande nécessaires au sectionnement et au fonctionnement de la pompe de relevage peuvent être actionnés en toutes circonstances. »

Délai : deux mois à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la réalisation des travaux.

Article 10 : Mise en demeure - Stockages non autorisés

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 1.4.3 – Organisation de l'établissement

Le stockage de tout déchet en transit est interdit sous le bâtiment de stationnement et maintenance des véhicules de l'entreprise. »

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de l'évacuation des conteneurs et de tous les déchets présents dans le bâtiment.

Article 11 : Mise en demeure - Plan des réseaux

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 4.2.2 – Plan des réseaux

Un plan des réseaux (alimentation en eau, des eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées, des eaux usées et des eaux de procédés) est établi par l'exploitant. Il est régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable, daté et tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Il fait apparaître :

- *l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;*
- *les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;*
- *les secteurs collectés et les réseaux associés ;*
- *les ouvrages de toutes sortes (compteurs, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...) ;*
- *les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). »*

Délai : 2 mois à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura complété le plan des réseaux avec les éléments suivants :

- confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie ;

- exutoire de la rigole en pied des ouvrages de stockage de déchets A4 à A6.

Article 12 : Mise en demeure - Rejets d'effluents liquides

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 4.3.5 – Traitement des effluents rejetés

Les eaux ruisselant sur les surfaces stabilisées, susceptibles d'être polluées, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur d'hydrocarbures adéquats permettant de traiter les polluants en présence.

Les eaux ruisselant sur l'aire de dépotage/empotage des déchets dangereux autres qu'eaux hydrocarburées, également susceptibles d'être polluées, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un second séparateur d'hydrocarbures adéquats permettant de traiter les polluants en présence.

Suite au traitement par ces 2 séparateurs d'hydrocarbures, ces eaux de ruissellement sont rejetées dans une fosse de 150 m³, puis réutilisées pour le lavage des engins, tout en veillant à maintenir un volume disponible d'au moins 120 m³ dans la fosse, pour les besoins en cas d'incendie. »

Délai :

- 15 jours à compter de la notification du présent arrêté pour suspendre les usages de l'eau de cette fosse non autorisés par l'arrêté

Article 13 : Mise en demeure - Conformité des filières d'élimination des déchets

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 5.1.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. »

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de l'utilisation d'une filière dûment autorisée à recevoir les déchets de production de l'industrie chimique en provenance de la société ROVAL (hors méthanisation).

Article 14 : Mise en demeure - Rupture de traçabilité des déchets

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 9.12.3 – Traçabilité des déchets

Conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de

l'environnement, les registres d'entrée et de sortie ou le renseignement au registre national des déchets mentionnés aux articles 9.1.2.1 et 9.1.2.2 du présent arrêté assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.

Le site est exonéré de cette obligation de traçabilité pour les déchets ayant subi une séparation de phase après regroupement ou un regroupement en cuve, ne permettant plus de relier déchets entrants et déchets sortants, compris dans la liste figurant en annexe 2 du présent arrêté. L'exploitant devient le producteur subséquent des déchets concernés. Un bilan global des matières entrantes et sortantes du site est réalisé annuellement et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les déchets soumis à bordereau de suivi défini à l'article R.541-43-5 du code de l'environnement, lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure. Pour les déchets exonérés de traçabilité, le type de traitement prévu doit toutefois être indiqué dans le bordereau initial. »

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de l'utilisation d'une filière dûment autorisée hors méthanisation.

Article 15 : Mise en demeure – Bilan d'épandage

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 5.1.8.2 – Conditions particulières d'épandage

Programme prévisionnel, analyses et bilan [...]

2° Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;*
- un bilan qualitatif et quantitatif des déchets épandus ;*
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses des sols ;*
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sol et de système de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;*
- un suivi de l'effet de substitution apporté par les déchets sur l'utilisation d'engrais chimiques*
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.*

Une copie du bilan est adressée au Préfet et aux exploitants agricoles pour les parcelles qui les concernent. [...] »

Délai : deux mois à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura transmis les bilans d'épandage depuis 2020.

Article 16 : Mesures d'urgence

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Écouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, doit se conformer aux prescriptions de mesures conservatoires imposées par les sous-articles suivants :

Article 16-1 : Suspension de la réception de déchets

A compter de deux jours ouvrés après notification du présent arrêté et jusqu'à la justification du respect des prescriptions suivantes auprès de l'inspection des installations classées, la réception de tout déchet est interdite sur le site :

- réparation du portail d'accès au site permettant de respect les dispositions de l'article 4 du présent arrêté ;
- mise en place d'une surveillance permanente sur le site lors des heures ouvrées, par la présence de personnel compétent et formé conformément aux dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété ;
- réalisation de l'inventaire des stocks de déchets présents sur le site et mise en place d'une organisation permettant de respect les dispositions de l'article 6 du présent arrêté ;
- réfection des réseaux de collecte de collecte des eaux de ruissellement, conformément à l'article 7 du présent arrêté ;
- curage de la fosse de collecte des eaux de ruissellement, reconstitution du volume minimal d'eau d'extinction en cas d'incendie et justification de la mise en place d'une organisation solide justifiant du respect de ce volume dans la fosse en toutes circonstances, conformément à l'article 8 du présent arrêté ;
- mise en place des moyens de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie, conformément à l'article 9 du présent arrêté.

L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des actions engagées, et apporte les éléments de justification associés.

Article 16-2 : Étanchéité des ouvrages de stockage de déchets

S'agissant de l'étanchéité des ouvrages de stockage de déchets :

- les fosses de stockage de déchets A4, A5 et A6 doivent être vidées dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté, afin de réaliser les travaux d'étanchéité nécessaires ;
- à l'issue de ces travaux, l'exploitant doit procéder à un test d'étanchéité des fosses A4, A5 et A6 ;
- l'exploitant doit justifier, sous un délai d'un mois, de l'étanchéité des autres ouvrages de stockage présents sur le site.

L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des actions engagées, et apporte les éléments de justification associés.

Article 17 :

Faute pour la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT de se conformer aux dispositions figurant aux articles 1 à 15 du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 18 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Caen en application des articles R.421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative. Le délai de recours est de deux mois pour les responsables du site. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Il peut être fait appel à cet effet au site internet : <https://www.telerecours.fr/>.

Article 19 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, dont le siège social est situé : rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune d'Écouché les Vallées pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

Article 20 : Exécution et ampliation

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune d'Écouché les Vallées, le directeur régional des finances publiques de Normandie ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon le 14 MARS 2024

Pour le préfet,
le sous-préfet
secrétaire général



Johan BLONDEL